

LE  
COMMENTAIRE

de Jacques Delpla

# Comment relancer l'Europe de la défense

**P**ourquoi relancer l'idée d'une défense européenne aujourd'hui ? Tout d'abord, la crise actuelle appelle des solutions d'intégration européenne, dans tous les secteurs, afin d'éviter d'ouvrir la boîte de Pandore d'un éclatement de l'Europe. Ensuite, les risques géopolitiques et militaires concernent de plus en plus l'ensemble du continent et appellent des réponses européennes, avec mutualisation des moyens militaires (marine, aviation, surveillance, renseignement, génie, approvisionnement, transports, forces de projection...). Enfin, et c'est la raison de cette chronique, en union monétaire, il y a une tendance à la concentration des activités au centre de la zone euro (Allemagne, Benelux, France, Italie du Nord) au détriment de sa périphérie. Si nous ne trouvons pas d'idées acceptables par tous pour créer des transferts budgétaires légitimes du centre vers les pays ou régions de la périphérie, alors il y a un risque fort de paupérisation de cette périphérie et une tentation chez eux à quitter la zone euro. Aux Etats-Unis, les bases militaires se trouvent dans les Etats ou régions pauvres ; l'idée est de faire de même dans les régions pauvres de la périphérie européenne.

Il est aujourd'hui impossible de raviver l'idée de Communauté européenne de défense de 1950-1954, car, depuis, la France a acquis la dissuasion nucléaire. D'une part, la décision de son activation ne se partage pas

(sinon elle n'aurait plus aucune crédibilité), d'autre part, certains de nos partenaires européens sont contre l'arme nucléaire.

Mon idée ici est de créer une armée européenne fédérale et complètement intégrée, comprenant seulement une partie des forces armées actuelles en Europe. Le reste des forces (le nucléaire pour la France notamment) constituerait des armées nationales. La première

---

## Il faut créer une armée fédérale avec une partie des forces actuelles en Europe.

---

serait ouverte à tous les pays de l'Union européenne (y compris le Royaume-Uni et la Suède) ; aucun pays ne serait forcé de l'intégrer. Chaque pays participant devrait contribuer à hauteur de 1 point de son PIB au moins. Cette armée serait complètement fédérale, comme le sont aujourd'hui la BCE ou la Commission européenne, avec un recrutement pan-européen. En revanche, le stationnement de cette armée serait prioritairement sur la périphérie de l'UE (Est et Sud), près des lieux de tensions, de manière à rassurer ces pays ou régions qui se sentent exposés aux risques extérieurs (pays Baltes, Pologne, Grèce, Chypre). Sachant que ces régions sont aussi les plus pauvres de

l'UE, elles bénéficieraient financièrement de son stationnement.

La prise de décision quant à l'utilisation de cette armée serait analogue à ce qui se passe au sein de l'Otan : constatation d'un consensus, à moins d'un veto explicite (qui arrive très rarement). L'équipement de cette armée serait assuré par une industrie de défense paneuropéenne, avec choix indépendants des préférences nationales par une agence européenne de la défense.

Ma suggestion est de commencer d'abord par les seules France et Allemagne. Les deux pays constitueraient une armée européenne à deux (à hauteur de 1,5 % du PIB de chacun), hormis la dissuasion nucléaire qui demeurerait dans une armée nationale française. Cela impliquerait une diplomatie commune et le partage avec l'Allemagne du siège français au Conseil de sécurité de l'ONU lors de la réforme de celui-ci. Au sein de la zone euro, la France, seul pays AAA d'un point de vue militaire et diplomatique, fusionnerait cet avantage comparatif avec l'Allemagne ; l'Allemagne, seul grand pays AAA d'un point de vue financier ferait de même avec la France, en fusionnant sa dette souveraine avec celle de la France. Cette européanisation des armées et des dettes serait par la suite étendue au reste de l'Europe.

---

Jacques Delpla est professeur à l'Ecole d'économie de Toulouse.